

05942

**SITUATION ACTUELLE
DE L'AGRICULTURE BURKINABE
(Potentialités- Performances
Difficultés- Perspectives)**

Rapport Synthétique à l'occasion
de la rencontre de son Excellence
le Président du Faso avec
le Monde Rural.

Nov-93

INTRODUCTION

a) L'économie du Burkina Faso repose essentiellement sur l'Agriculture et l'Elevage qui occupent près de 80% de la population active et contribuent pour plus de 40% au produit intérieur brut (PIB).

L'Agriculture du Burkina Faso est une agriculture de subsistance, de type extensif, utilisant des moyens rudimentaires de production. Sur une superficie totale de 274 000 Km², 3.000 000 Ha sont cultivés dont 14.000 environ sous irrigation.

Les cultures vivrières (céréales et légumineuses à graines) occupent 83% des surfaces et les cultures de rente (coton et arachide, cultures maraîchères), 17%. Le coton à lui seul représente 45% des recettes d'exploitation.

Le bilan céréalier provisoire de la campagne 93-94 fait ressortir un excédent céréalier de 419.840 T.

L'Elevage représente environ 14% de nos recettes d'exportation. Les exportations des produits animaux portent sur les animaux sur pieds, la viande, les cuirs et peaux. La part de l'élevage dans le produit intérieur brut (PIB) atteint 7% environ.

aa) Les producteurs sont organisés dans environ 9.300 coopératives et groupements villageois, et encadrés par 1445 agents de base.

L'Agriculture comme l'Elevage Burkinabè rencontre des contraintes de tous ordres qui l'empêchent d'atteindre des niveaux de performances et de productivité plus élevées:

- Contraintes institutionnelles et organisationnelles
- Contraintes naturelles, pédo-climatiques
- Contraintes sociales
- Contraintes économiques au plan national, régional et international
- Contraintes techniques (système de production).

aaa) Dans le cadre de l'engagement de notre pays dans une politique de restructuration de l'économie nationale à travers un Programme d'Ajustement Structurel (PAS), le Gouvernement s'est fixé à moyen terme (pour les trois prochaines années) au niveau du secteur agricole trois (3) objectifs principaux:

- La modernisation et la diversification de la production
- Le renforcement de la sécurité alimentaire
- L'amélioration de la gestion des ressources naturelles.

En vue d'atteindre les objectifs ci-dessus cités, il a été retenu des orientations générales et des programmes d'actions spécifiques.

* Orientations générales:

- Intensification de la production et gestion des ressources naturelles
- Libéralisation du commerce et des prix
- Restructuration de l'environnement institutionnel (désengagement de l'Etat et son rôle, rôle des opérateurs privés, rôle des structures socio-professionnelles)
- amélioration de l'efficacité des finances publiques
- Politique de consolidation d'une stratégie de sécurité alimentaire.

* Programmes d'actions spécifiques:

A ce niveau il a été identifié des filières:

- coton, céréales, élevage, sucre, fruits et légumes, autres cultures industrielles. Des thèmes de réflexion ont également été identifiés: ressources naturelles et foncières, politique d'accompagnement et mesures incitatives, promotion de l'emploi dans le secteur rural, aspects institutionnels.

Dans le cadre du suivi régulier du PASA, une Mission de Supervision Conjointe Banque Mondiale, Caisse Française de Développement, mission Française de Coopération, a séjourné au Burkina Faso du 11 au 19 Novembre 1993. L'état d'application des mesures de dynamisation des filières agricoles a été examiné. Il a été recommandé l'accélération de la restructuration de la SOFITEX selon le Contrat PLAN-ETAT-SOFITEX signé en début d'année 1993

en y associant la CITEC. L'accélération de la mise en place de la nouvelle structure en lieu et place de l'OFNACER a été également à l'ordre du jour. Ainsi, la nouvelle structure reçoit désormais la mission d'assurer la sécurité alimentaire par la constitution et la gestion d'un stock national.

aaaa) Le Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales assure la tutelle de 45 Programmes et Projets en cours d'exécution. Au titre du P.I.P.1993 leur taux d'exécution a atteint 44% au 30 Septembre 1993. La nouvelle génération des Programmes et Projets est conçue selon les objectifs et les orientations du PASA:

- en associant les producteurs à la prise de décision, à la conception, la réalisation et la gestion
- en préservant l'environnement et en améliorant la gestion des ressources naturelles
- enfin en renforçant la sécurité alimentaire

On peut ainsi citer:

- . Le Projet de Renforcement des Services d'Appui aux Producteurs (PRSAP)
- . Le Programme National de Gestion des Terroirs (PNGT)
- . Le Projet de Sécurité Alimentaire et de Nutrition (PSAN)
- . Le Plan d'Appui au Secteur Elevage
- . Le Programme de Conservation des Eaux et des Sols-Agro-Foresterie (CES-AGF)
- . Le Projet Aménagement des Terroirs et de Conservation des Eaux (PATECORE)
- . Les Projets de Développement Rural Intégré Houet-Kossi-Mouhoun, du Yatenga, Tapoa, Ganzourgou, etc...

Dans le même cadre, tout en respectant la même approche, un certain nombre de projets sont en identification, en négociation ou même en instance de démarrage:

- . PDRI Piela-Bilanga (BAD) dans la Province de la Gnagna.
- . Projet d'Appui aux activités de Formation et de Production (BAD-UNESCO)
- . Projet Gestion des Ressources Naturelles du Bazéga (BAD)

- . Projet Gestion des Terroirs dans le Boulgou (Danemark)
- . Projet Gestion des Ressources Naturelles Kossi, Yatenga, Oubritenga (BAD)
- . Projet d'Elevage pour l'Est (BADEA)
- . Projet CES dans le Sud-Ouest, Plateau Central, Est (FIDA)
- . Projet de Développement Rural dans le Namentenga (FENU)
- . Projet d'Appui au Secteur Elevage (FED)

Par ailleurs, à l'échelon départemental ou de plusieurs villages, toujours selon la démarche Gestion des Terroirs et des besoins des paysans, des petits projets sont lancés pour générer des revenus et promouvoir le développement local.

Le présent document va aborder les problèmes de l'Agriculture, de l'Elevage et du Paysan selon le plan suivant:

- I- Situation des contraintes Agro-Pastorales - Solutions et Perspectives
- II- Situation de certaines opérations spécifiques
 - Programme d'Investissement Public (PIP)
 - Opération 30.000 charrues
 - Productions Agricoles des dernières années.

1-1- Les contraintes d'ordre général

1-1-1- Les contraintes naturelles

Description des contraintes	Préoccupations des producteurs	solutions appliquées (acquis)	Perspectives	Recommandations
<p>. baisse, irrégularité et mauvaise répartition des pluies</p> <p>. pauvreté et/ou insuffisance des terres cultivables: causes = érosion conséquences = réduction de la productivité; accroissement du phénomène migratoire avec tous ces corollaires</p>	<p>. mesures préconisées pour atténuer les effets et contourner cette contrainte (à long terme)</p> <p>. sécheresse . baisse de fertilité . dégradation potentiel productif</p> <p>insuffisance des sites aménagés</p>	<p>_ Aménagement de sites anti-érosifs _ Vulgarisation des techniques de production et d'utilisation de la fumure organique - vulgarisation de variétés précoces</p> <p>. puits et forrages existants . retenues d'eau . barrages</p> <p>20 000 Ha de superficies aménagées</p>	<p>_ renforcer les actions de conservation des eaux et et des sols</p> <p>. poursuivre et intensifier notre politique en matière de maîtrise d'eau</p> <p>. poursuivre la lutte contre la désertification et les efforts pour la récupération et la restauration des sols (ex: extension technique du zaï; fabrication et utilisation de la fumure organique; reboisement; etc...)</p> <p>. poursuivre notre politique d'aménagement des sites agro-pastoraux en veillant davantage à leur gestion</p>	<p>. Appliquer les méthodes de conservation des eaux et du sol et l'agroforesterie: (CES/AGF)</p> <p>. création de sites anti-érosifs; . collecte, préparation et utilisation de la fumure organique</p> <p>. pratique rationnelle de la culture attelée; . application des techniques culturelles modernes . application également des techniques culturelles traditionnelles ayant fait leurs preuves (zaï, paillage) . faire le reboisement . lutte contre la désertification _ Utiliser des variétés sélectionnées proposées par les stations de recherche et la vulgarisation agricole _ Participer aux opérations de protection et d'amélioration de l'environnement</p>
<p>. attaques des prédateurs (chenilles, cantarides, rongeurs acridiens)</p> <p>. maladies phyto-sanitaires (virus, parasites, champignons)</p> <p>. attaques d'animaux sauvages (lions, éléphants, hyppopotames) dont les présences sont Sourou et à la Kossi notamment</p>	<p>. insuffisance dans la lutte contre ces ravageurs</p>	<p>_ de nombreuses interventions au cours de la campagne 92-93</p> <p>_ organisation permanente de la lutte phytosanitaire _ formation des paysans _ appui des partenaires</p>	<p>. un accent sera mis sur la gestion intégrée des ravageurs, notamment dans la protection et l'encouragement des ennemis naturels (lutte biologique)</p> <p>. amélioration de la Prospection et de la Prévention</p>	<p>_ Traiter les semences _ Pratiquer la rotation _ Faire des traitements phyto-sanitaires à temps.</p>

1-1-2 Les contraintes relatives à l'équipement, aux infrastructures et aux crédits

Description des contraintes	Préoccupations des producteurs	solutions appliquées (acquis)	Perspectives	Recommandations
<p>_ Manque ou insuffisance d'infrastructures socio-économiques (forages, puits, barrages, routes, dispensaires) entraînant une sous exploitation des potentialités.</p> <p>Cas spécifique du Kéné Dougou enclavé qui n'arrive pas à écouler sa production agricole (fruits, légumes, céréales)</p>	<p>_ souhaits: réalisation infrastructures manquantes</p>	<p>_ Réalisation des Projets de développement à travers les Provinces</p> <p>_ Exécution des plans quinquennaux Provinciaux</p>	<p>_ Poursuite réalisations prévues par les Projets de développement</p>	<p>_ Encourager les travaux d'intérêt commun</p> <p>_ Participer au Programme Spécial de Travaux Publics à Haute Intensité de Main-d'oeuvre (PSTP/HIMO)</p> <p>_ Créer des Caisses Populaires d'Épargne et de Crédit ou des Coopératives d'épargne et de crédit (COOPEC)</p> <p>_ Promouvoir l'épargne qui pourrait être réinvestie sous forme de crédit au bénéfice des épargnants.</p>
<p>_ Faible niveau d'équipement des producteurs</p> <p>Causes: coût trop élevé du matériel et équipement agricole/ revenu très faible du paysan</p> <p>Conséquences: difficultés énormes pour entreprendre les travaux de récupération des sols dans certaines régions</p> <p>non application des thèmes techniques entraînant stagnation de la production</p>	<p>_ Nécessité de subventionner le matériel agricole</p>	<p>_ Opération 30.000 charrues</p> <p>_ Opération 1 000 moulins</p> <p>_ Opération tracteurs agricoles au profit des organisations paysannes</p>	<p>_ Opération 50.000 charrues</p> <p>_ Opération équipement en matériels de production au profit des membres de 950 GVF (projet UNESCO/BAD)</p>	<p>_ Adhérer aux Caisses Populaires ou aux Coopératives d'épargne et de crédit</p> <p>_ Epargner</p> <p>_ Contribuer à mieux organiser le crédit en milieu rural</p>
<p>_ Insuffisance et/ou mauvaise gestion des crédits agricoles se traduisant notamment par: l'absence quasi totale de crédits pour les femmes; le surendettement de certains producteurs: les difficultés de recouvrement des créances; la diversité des taux d'intérêt; etc...</p> <p>Cas spécifique du Mouhoun où la notion de caution solidaire est entrain d'être remise en cause par les coopérateurs, face aux problèmes qu'ils rencontrent actuellement à la commercialisation de leur coton.</p>	<p>_ Pertinence des structures coopératives. Méfiance du producteur vis à vis de la coopérative</p> <p>_ Quelle politique de crédit agricole</p> <p>_ Taux d'intérêt trop élevé</p>	<p>_ Mise en place du Fonds d'Appui aux activités rémunératrices des femmes</p> <p>_ Sous projet BIT/ACO PAM, au profit des femmes pour l'octroi de petits crédits générateurs de revenus.</p> <p>_ Sessions de formations coopératives au profit des responsables des coopératives</p> <p>_ Opération 30.000 charrues et 1000 moulins</p>	<p>_ de nombreuses sessions de formation en gestion coopérative au profit des responsables de coopératives ou d'unités économiques: (ex:Projet pour la Formation des Responsables des Coopératives) sur Fonds de Contrepartie des Pays-Bas</p>	<p>_ Créer là également des Caisses ou des Coopératives d'épargne et de crédit et y adhérer</p> <p>_ Sanctionner les mauvais payeurs au sein des organisations paysannes ainsi que les mauvais utilisateurs de crédits</p> <p>_ Rentabiliser le crédit</p>

<ul style="list-style-type: none"> _ Coût très élevé des intrants agricoles comparé au revenu du paysan 	<ul style="list-style-type: none"> _ Nécessité de subventionner les intrants agricoles _ Nécessité de revoir les circuits d'approvisionnement _ Un prix rémunérateur à leurs produits 	<ul style="list-style-type: none"> _ Mesures prises tendant à libéraliser le commerce des intrants _ Fixation à 6% du niveau de taxation des intrants utilisés par le secteur agricole _ De vastes programmes de production et d'utilisation de la fumure organique 	<ul style="list-style-type: none"> _ Généralisation confection fosses fumières pour utilisation plus accrue de M.O. _ Utilisation du Burkina phosphate 	<ul style="list-style-type: none"> _ Faire des achats groupés et utilisation de la dose recommandée
--	--	--	--	--

1-1-3- Les contraintes liées à l'encadrement

Description des contraintes	Préoccupations des producteurs	solutions appliquées (acquis)	Perspectives	Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> _ Insuffisance du réseau d'encadrement se manifestant par: la faible participation des producteurs à la vulgarisation (cas du Sahel); le nombre très réduit du personnel d'encadrement de base (taux d'encadrement = 1 agent / 8 à 10 villages) l'incapacité des producteurs à faire fonctionner correctement leurs unités de production, faute de formation conséquente (pour bon nombre d'entre eux) 	<ul style="list-style-type: none"> _ Avenir des CFJA _ Comment le Gouvernement compte-t-il résoudre le problème d'insuffisance de personnel d'encadrement (contexte PAS) 	<ul style="list-style-type: none"> _ Le MARA compte 1445 agents d'encadrement de base en Mai 93 _ Taux d'encadrement des producteurs = 24% pour la campagne 92-93 	<ul style="list-style-type: none"> _ Une étude est actuellement en cours au MARA; son but est de réstructurer profondément le système de formation en cours dans les CFJA et faire de ceux-ci de véritables écoles de formation professionnelle ouvertes à tous les producteurs et futurs producteurs. _ Formation et utilisation des auxiliaires paysans de vulgarisation 	<ul style="list-style-type: none"> _ Identification des leaders sérieux, consciencieux qui seront formés et chargés d'aider les agents de vulgarisation.
<ul style="list-style-type: none"> _ L'absence de dynamisme dans le fonctionnement (pour bon nombre d'unités économiques telles les banques de céréales, les moulins) Causes = Analphabétisme, manque de formation en gestion, non respect de la loi coopérative 	<ul style="list-style-type: none"> _ Formation des membres des organisations coopératives 	<ul style="list-style-type: none"> _ Alpha-commando _ Bantaaré _ Des sessions spécifiques de formation en gestion organisées dans les Provinces _ Alphabétisation réalisée par Projets 	<ul style="list-style-type: none"> _ Un vaste programme d'appui à la formation en milieu rural est entrain de se mettre en place au sein du MARA 	<ul style="list-style-type: none"> _ Mettre à la tête des unités économiques des producteurs dynamiques, compétents capables de faire vivre l'activité et attirer les autres.

Description des contraintes	Préoccupations des producteurs	solutions appliquées (acquis)	Perspectives	Recommandations
<p>_ Le développement du banditisme qui se manifeste par les attaques à mains armées, les vols de bétail. Les zones de prédilection étant les sites aurifères, les villages frontaliers et les moyennes agglomérations</p>	<p>_ Mesures de protection préconisées par le Gouvernement de la 4^o République</p> <p>_ Hantise d'attaque dans les campagnes</p>	<p>cf: mesures de sécurité</p>	<p>cf: mesures de sécurité</p>	<p>_ Aider les forces de l'ordre dans la lutte contre ce nouveau fléau; accepter de dénoncer les malfaiteurs même s'ils sont des parents.</p> <p>_ Sensibiliser les jeunes à aimer le travail, à éviter l'oisiveté qui peut être source de certains maux</p>
<p>_ L'éternel conflit entre agriculteurs et éleveurs ayant souvent un dénouement dramatique: cas récent qui s'est produit dans le Poni où on déplore des victimes. Les causes fréquentes de ces conflits sont liées à la compétition pour l'occupation de l'espace (points d'eau; pistes à bétails; zones de pâturage). Dégâts d'animaux</p>	<p>_ Généralisation du système de gestion des terroirs et application effective des mesures préconisées par la RAF.</p> <p>_ Troubles sociaux</p>	<p>_ Existence des textes de la RAF</p> <p>_ Harmonisation des méthodes d'évaluation des dégâts d'animaux</p>	<p>_ Dynamiser les cadres de concertation à tous les niveaux (villages, départements, provinces)</p>	<p>_ Privilégier la concertation</p> <p>_ Eviter de se faire justice soi-même</p> <p>_ Créer les pistes de bétails</p> <p>_ Faciliter l'accès des animaux aux points d'eau</p> <p>_ Contribuer à la dynamisation d'échanges entre agriculteurs et éleveurs</p> <p>_ redoubler de vigilance dans la surveillance des animaux</p>

1-1-5 Les contraintes d'ordre organisationnel

Description des contraintes	Préoccupations des producteurs	solutions appliquées (acquis)	Perspectives	Recommandations
<p>_ Problèmes de commercialisation, de transformation et ou de conservation des produits agricoles tel le haricot vert, le maïs les fruits et légumes. Dans certaines régions (cas du Centre Sud) les instruments de mesure ne sont pas encore harmonisés: technique du chapeau embrassé toujours utilisée par les acheteurs de céréales à Manga</p>	<p>_ La recherche de débouchés</p> <p>_ La création d'unités de transformation</p> <p>_ La vulgarisation des techniques modernes de conservation de produits agricoles</p>	<p>_ Important effort dans l'exportation des produits (haricot vert, fruits)</p> <p>_ Mini laiterie à Bobo</p>	<p>_ Projets d'installation de 3 mini laiteries (Boulgou, Kouritenga et Zoundwéogo) et d'une laiterie à Bobo</p> <p>_ Appui à la recherche des débouchés (coopératives régionales et internationales)</p> <p>_ Appui à l'organisation des professionnels des filières</p> <p>_ Renforcement et extension des unités mini laiteries à travers le projet lait</p> <p>_ Renforcer les échanges internes entre producteurs</p>	<p>_ Se concerter sur le sujet</p> <p>_ S'organiser en GV ou en Coopérative pour essayer de résoudre le problème</p> <p>_ Promotion des échanges entre organisations paysannes.</p>

1-1-6 Les autres contraintes

Description des contraintes	Préoccupations des producteurs	solutions appliquées (acquis)	Perspectives	Recommandations
_ La persistance des feux de brousse	_ Que préconise le Gouvernement de la 4 ^e République pour enrayer ce fléau	_ Comité de lutte contre les feux de brousse	_ Une étude sur les feux de brousse est en cours au PNGT	_ Créer dans les villages des comités de réflexion sur les feux de brousse _ Faire des feux précoces _ Organiser des visites de zones désertiques que les feux de brousse ont contribué à dévaster.

1-2 Les contraintes spécifiques aux zones aménagées

Description des contraintes	Préoccupations des producteurs	solutions appliquées (acquis)	Perspectives	Recommandations
_ Le problème de gestion des espaces aménagés et des forêts classées se traduit par: une sorte d'insécurité foncière dans les périmètres aménagés (cas du Centre-Nord) ; des mécontentements entre forestiers et agriculteurs (cas du Mouhounet de l'Est) dans le cadre de la délimitation et de la gestion des domaines classés.	_ Politique de gestion des espaces aménagés et des zones classées au Burkina	_ La relecture de la RAF en 1990 _ Tenue de 3 séminaires nationaux sur la RAF	_ Définition d'une méthodologie d'aménagement pastoral selon les zones écologiques (Projet BKF/89/022) _ Mise au point de schémas directeurs d'aménagement des zones pastorales	_ Essayer de respecter l'autorité et ses lois _ Respecter les contrats signés lors de l'aménagement des périmètres ou des espaces _ Accepter l'application de la RAF qui est aujourd'hui une nécessité

1-3 Les contraintes spécifiques aux filières

1-3-1 La filière coton

Description des contraintes	Préoccupations des producteurs	solutions appliquées (acquis)	Perspectives	Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> _ Coût trop élevé des intrants agricoles alors que le prix du coton est constamment en baisse L'approvisionnement ne se fait pas toujours à temps. La qualité et la diversité des produits de traitement inquiètent souvent les producteurs et encadreurs 	<ul style="list-style-type: none"> _ Souhait: réduction des coûts des intrants _ question de la révision des coûts à l'achat du coton 	<ul style="list-style-type: none"> _ Réaménagement de la taxation sur les intrants au taux de 6% _ Signature du contrat plan Etat-SOFITEX 	<ul style="list-style-type: none"> _ La restructuration de la filière dans le cadre du PASA en cours _ Renforcer, redynamiser les organisations paysannes 	<ul style="list-style-type: none"> _ Diversifier les productions _ Sanctionner les mauvais payeurs en les excluant des GV afin de restaurer la confiance au sein des groupements
<ul style="list-style-type: none"> _ Difficultés de commercialisation marquées par: un enlèvement tardif des stocks; le déclassement du coton à l'arrivée usine; le manque de transparence dans le système de pesée. 	<ul style="list-style-type: none"> _ avenir des producteurs coton _ incapacité de faire face aux charges 	<ul style="list-style-type: none"> _ Mise en oeuvre de contrat-plan Etat/Sofitex avec appui financier des partenaires du développement 	<p style="text-align: center;">idem</p>	<ul style="list-style-type: none"> _ Accepter assumer leur (producteurs) responsabilité pour une véritable auto-promotion. _ Respect de la loi coopérative

1-4 Les contraintes spécifiques à la production animale

Description des contraintes	Préoccupations / souhaits des producteurs	solutions appliquées (acquis)	Perspectives	Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> _ Insuffisance de pâturages et de points d'eau entraînant des conflits armés, des éclosions de foyers d'épizooties et des émigrations vers les pays voisins (C-I, Ghana, Togo) 	<ul style="list-style-type: none"> _ Mise en application des textes de la RAF _ Nécessité de réouvrir les pistes à bétails dans certaines régions du Nord 	<ul style="list-style-type: none"> _ 50 zones pastorales potentielles ont été identifiées sur l'ensemble du territoire national _ 7 zones pastorales ont été aménagées 	<ul style="list-style-type: none"> _ Un programme d'appui aux aménagements pastoraux sera fonctionnel courant 94 dans le cadre du 7^o FED 	<ul style="list-style-type: none"> _ Respecter les zones d'élevage et les zones agricoles. _ Pratiquer les cultures fourragères _ Faire des réserves de fourrage _ S'organiser en GE ou en coopératives, ce qui faciliterait l'équipement, l'approvisionnement, la commercialisation et la réalisation d'infrastructures d'élevage _ accepter de vacciner et de traiter les animaux
<ul style="list-style-type: none"> _ Bon nombre d'éleveurs sont analphabètes et sans formation; ce qui ne leur permet pas de moderniser leur unité de production 	<ul style="list-style-type: none"> _ Insuffisance de l'appui aux éleveurs 	<ul style="list-style-type: none"> _ Formation de nombreux auxiliaires d'élevage _ Sessions de formation en gestion des unités économiques (dans les provinces) 	<ul style="list-style-type: none"> _ Une étude sur la détermination d'un système d'encadrement adapté 	<ul style="list-style-type: none"> _ Suivre les conseils des agents de l'Elevage

<p>_ Insuffisance du personnel d'encadrement et de moyens de travail (parcs de vaccination)</p>	<p>_ Appui à l'éleveur à renforcer</p>	<p>_ Formation des auxiliaires d'élevage. ex: formation de vaccinateurs villageois par le Projet de Développement des Animaux villageois</p>	<p>_ Utilisation des producteurs comme auxiliaires</p>	<p>11/. _ Eviter l'élevage de prestige</p>
<p>_ Difficultés d'approvisionnement en intrants (produits vétérinaires et sous produits agro-industriels) causes: rareté et cherté des produits</p>	<p>_ Requête: diminution des prix de vente des intrants _ Revoir le circuit de distribution des sous-produits agro-industriels afin de les rendre disponibles</p>	<p>_ Vulgarisation de technique de lutte préventive et de fauche et conservation du pâturage naturel</p>	<p>_ Mise en oeuvre de privatisation de la profession vétérinaire</p>	
<p>_ Persistence de foyers épizootiques ayant entraîné un taux très élevé de mortalité chez les bovins (cas de la Sissili et du Nahourin en 1990-1991-1992) les pintadeaux (au Centre-Est)</p>	<p>_ Mesure de prévention préconisée à l'avenir</p>	<p>_ Existence du Projet PARC pour appui à la vaccination</p>	<p>_ Enquêtes épidémiologiques à effectuer _ Application correcte des mesures de prophylaxie sanitaires et médicales _ Contrôle de l'exécution des mesures par les agents (renforcement) Poursuite projet PARC</p>	<p>Suivre les conseils des agents de l'élevage</p>
<p>_ Problèmes très sérieux de commercialisation des produits, notamment pour écouler les animaux embouchés</p>	<p>_ Recherche de marchés</p>		<p>_ Existence d'un organe sous régional de concertation et d'échanges sur les produits de l'élevage.</p>	

SITUATION DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC

La mise en oeuvre du Programme d'Investissement Public (PIB) a permis d'injecter dans le monde rural en 1992 la somme globale de 13.941.000.000 (treize milliards, neuf cent quarante un millions) de francs CFA, soit 73% de réalisation.

Quant à la période des trois premiers trimestres de cette année (1993), 10.125.000.000 (dix milliards cent vingt cinq millions) ont été investis pour diverses réalisations en milieu rural, soit 44% des prévisions

Il faut rappeler qu'en ce qui concerne le Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales, le PIP couvre divers domaines comme les pistes rurales, les retenues d'eau, les formations des producteurs, les moulins, équipements agricoles, les banques de céréales, les pharmacies villageoises, *et.*

POINT SUR L'OPERATION 30 000 CHARRUES

L'Opération de mise en place des équipements au niveau des Provinces est entièrement achevée. La distribution aux producteurs a également été réalisée. Le total des équipements livrés, tous types confondus, est de 43.092.

Déjà, un certains nombre de producteurs ont commencé le remboursement de leur crédit.

Nous rappelons que les conditions d'octroi de ce matériel à crédit sont parfaitement à l'avantage des producteurs. En effet, il s'agit d'un crédit sans intérêt remboursable en sept (7) ans avec une année de différée. Des ristournes de 10% sont accordées aux organisations paysannes.

PRODUCTIONS NATIONALES

Unité = tonne

CULTURES	MIL	SORGHO	MAIS	RIZ	FONIO	TOTAUX	ARACHIDE	SESAME	COTON	SOJA
Années						CEREALES				
1988	781 144	977 570	227 372	54 645	14 220	2 054 950	167 327	7 898	177 689	1 100
1989	649 293	991 188	256 916	41 841	13 800	1 953 040	13 800	5 568	182 051	855
1990	449 000	750 500	257 900	47 800	12 700	1 517 900	134 235	41 700	216 626	2 800
1991	848 500	1 238 300	315 100	38 600	14 400	2 454 900	98 800	5 800	242 200	500
1992	783 500	1 292 100	314 300	46 700	13 600	2 477 200	143 400	9 400	172 400	100
1993	763 390	1 228 380	418 460	67 710	17 390	2 495 330	—	—	—	—

4/11/93

THEME 2: Les problèmes de l'agriculture et du paysan.

NIS // - SOFITCO
- SOFITCO

Ce thème sera traité par:

Ministère de l'Agriculture et des Ressources Animales

- (X) -la situation actuelle de notre agriculture, ses performances, ses potentialités, ses difficultés;
- / -les grandes orientations en matière de développement agricole (PASA, RAF, PANE, etc...);
- Stratégie de développement et de valorisation des périmètres irrigués;
- la place du paysan dans notre politique de développement;
- la situation des coopératives agricoles (nombre, performances, etc...)
- les problèmes de la commercialisation et de l'écoulement des produits;
- point sur les diverses opérations lancées (charrues, moulins, tracteurs, équipement de l'union nationale des paysans, etc...);
- stratégie de promotion et d'incitation à l'utilisation des intrants et de la mécanisation;
- / -politique nationale de financement des petits projets de développement rural;
- stratégie pour atteindre la sécurité alimentaire et point sur la restructuration de l'OFNACER;
- / -point sur les filières coton, arachide, fruits et légumes, et perspectives;
- / -politique de promotion de l'élevage.
- l'installation des jeunes diplômés dans le Sourou: problèmes et perspectives;

Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Mines:

- Point sur les filières sucre, karité, sésame et perspectives;

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale

- L'installation des Jeunes diplômés au Sourou: situation, problèmes et perspectives..

OBSERVATIONS:

Les thèmes ci-dessus évoqués ne sont pas exhaustifs mais indicatifs; ils devront être développés de façon très succincte, l'objectif étant d'en rappeler l'essentiel à la mémoire du Président du Faso pour qu'il puisse animer le débat et répondre aux diverses questions.

Ne pas hésiter à donner des chiffres, des faits, ou des anecdotes de manière à ce que l'entretien soit concret et non théorique;

Mettre l'accent sur les démarches entreprises, les projets élaborés (et leur chance de succès) en vue de résoudre les problèmes rencontrés et de promouvoir les secteurs concernés;

ENTRETIENS DE FIN D'ANNEE DU PRESIDENT DU FASO

THEME 1: Problèmes de l'Industrie et du Commerce:
Secteurs formel et informel.

Ce thème sera traité par les Ministères ci-après:

Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Mines:

- la situation actuelle de l'industrie et du commerce
- les difficultés rencontrées;
- point sur les réformes en cours en matière de promotion de l'industrie, des F.M.E., du commerce, de l'artisanat;
- politique à l'endroit du secteur informel, définition, rôle de l'Etat;
- mécanismes d'intervention dans le secteur informel;
- Action du FONAPE dans la promotion de l'industrie, du Commerce et du secteur informel;
- les projets d'appui existant ou en cours à l'endroit de l'industrie, du Commerce et du Secteur informel;
- l'impact des réformes sur les activités industrielles et commerciales;
- l'importance de ces secteurs:
 - contribution au P.I.B.
 - nombre d'entreprises y évoluant;
 - personnel employés et salaires versés;
 - importance relative du secteur formel et du secteur informel;
- la compétitivité de nos entreprises (coûts des facteurs de production, rentabilité, etc...)
- la libéralisation des prix et du commerce extérieur, la concurrence extérieure, la fraude;

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale

- Politique à l'endroit du Secteur informel, importance de ce secteur et sa contribution à l'économie nationale;
- Actions et mécanismes d'intervention du FONAPE

Ministère des Finances et du Plan:

- La fiscalité sur les entreprises et les éventuels problèmes qu'elle soulève;
- la problématique du financement des entreprises et des investissements;

Ministère des Transports:

- le problème de la mise en exploitation de l'aéroport de Bobo;

Ministère des Travaux publics:

- la politique de développement et de l'entretien des infrastructures routières (en relation avec la commercialisation des produits agricoles)